

Une politique d'immigration pour le progrès

Ce que l'on entend par là

Nous voulons une politique d'immigration qui accorde davantage de place à l'immigration légale, qui favorise l'intégration qui respecte les droits fondamentaux et qui engage un véritable dialogue avec les pays tiers.

Ce que nous avons obtenu

- Nous avons obtenu que les patrons voyous qui exploitent les travailleurs en situation irrégulière puissent être sanctionnés. Alors que le texte initial visait principalement à lutter contre l'immigration illégale, nous avons réussi à le transformer en un instrument qui garantit des droits aux travailleurs clandestins : droit de recours contre l'employeur, paiement des arriérés de salaire, possibilité d'obtention d'un permis de séjour temporaire...

- En matière d'immigration légale, un premier pas timide a été réalisé avec l'adoption d'une "carte bleue" européenne permettant de faciliter l'accès des travailleurs hautement qualifiés (et de leur famille) au marché du travail européen. Nous avons également œuvré à la création d'un socle commun de droits pour les travailleurs migrants en situation régulière incluant notamment des conditions de travail similaires à celles applicables aux travailleurs nationaux, et le transfert vers le pays d'origine des droits accumulés en matière de retraite.

Ce qu'a fait la droite : défendre une Europe forteresse toujours plus répressive

- En votant pour la directive "retour" (UMP) ou en s'abstenant courageusement (Modem et Nouveau Centre), la droite a cautionné, avec la bénédiction de la présidence française, des mesures attentatoires à la dignité humaine, liberticides, disproportionnées et dangereuses pour les personnes vulnérables : durée de rétention allant jusqu'à 18 mois pour des personnes qui n'ont commis aucun crime, expulsion de mineurs non accompagnés, y compris vers des pays de transit dans lesquels ils n'ont aucune attache, refus de l'accès aux soins de santé...

Cette position est d'autant plus inacceptable que des députés UMP avaient visité les centres de rétention de plusieurs Etats membres et pu constater les conditions inhumaines dans lesquelles de nombreuses personnes sont retenues.

- Elle s'est à de nombreuses reprises opposée à l'accès des personnes immigrées à certains droits pourtant essentiels à leur intégration. **Elle s'est notamment systématiquement prononcée contre le droit au logement et le droit de votes des étrangers aux élections locales.**

- **Elle soutient le Pacte européen pour l'immigration et l'asile de Brice Hortefeux**, qui développe une approche sécuritaire et n'apporte aucune réponse valable aux défis à relever.

Ce que nous proposons

- Nous opposer à l'"immigration choisie" prônée par la droite grâce la promotion d'une politique d'immigration légale basée sur des règles justes **(en élargissant par exemple le système de la "carte bleue" aux travailleurs peu ou pas qualifiés)** ;

- un dialogue accru avec les pays d'origine afin de prévenir le phénomène de "pillage des cerveaux" ;

- la révision des règles sur le regroupement familial afin qu'elles soient plus respectueuses du droit à vivre en famille et de l'intérêt supérieur de l'enfant ;

- le développement de mesures favorables à l'intégration des migrants, telles que l'accès à l'éducation, à l'emploi et à la formation, au logement et aux soins de santé, ou encore la participation aux élections locales et européennes ;

- une politique d'accueil des réfugiés plus équitable et plus protectrice pour mettre fin à la loterie actuelle en matière de droit d'asile ;

- une politique de lutte contre l'immigration clandestine axée sur le démantèlement des réseaux de trafic des êtres humains et non pas sur la répression des migrants, qui sont eux-mêmes victimes de ces organisations criminelles qui exploitent leur vulnérabilité.